



Rassemblement Mercredi 23 Janvier 2013

MC2 – Grenoble, 15h (à confirmer)

M. Hollande adresse ses vœux à la jeunesse le 23 janvier à Grenoble

Faisons-nous entendre !

La jeunesse a été le thème de prédilection du candidat Hollande durant la campagne présidentielle. Avec la promesse de la création de contrats de génération, l'adoption de 150 000 emplois d'avenir d'ici 2014, il s'agissait, dans un contexte de crise et de chômage accru des jeunes de « se mobiliser pour l'emploi ».

Plus de sept mois après son accession au pouvoir, force est de constater que rien n'a vraiment changé, que ce soit pour les jeunes ou le reste des salariés. Il est urgent de rompre avec les politiques de l'ère Sarkozy qui ont mis à mal la cohésion sociale, **ce n'est pas au MEDEF et aux agences de notations de faire la loi !!!**

L'accord « sécurisation de l'emploi » du 11 janvier 2013

Loin d'être un accord « gagnant-gagnant », il constitue une régression sans précédent et une remise en cause des garanties liées au CDI, dont la droite même n'avait pas osé rêver ! La précarité se généralise par le biais de la multiplication des CDI intermittents ; les licenciements sont facilités (réduction des délais de recours en cas de contestation, nouvelles mesures de mobilité, accords de « maintien dans l'emploi » selon lesquels un salarié devra se plier à des baisses de salaires, de la durée de travail, à une mobilité forcée sous peine de licenciement...).

Cet accord offre plus de garanties au patronat, et fragilise encore davantage les droits des salariés. Les syndicats signataires (CFDT, CFTC, CGC) viennent de faire le choix d'accompagner un cycle de reculs sociaux que le Medef espère sans précédent !!!

Les emplois précaires, solution contre le chômage des jeunes ?

Face au constat d'un taux de chômage des jeunes qui explose et atteint plus d'un jeune de moins de 25 ans sur quatre, touchant en priorité les moins qualifiés d'entre eux, **le gouvernement répond par la création d'emplois précaires** ; la recette n'est pas nouvelle...

Pourtant lorsque la jeunesse se mobilise, comme elle l'a fait contre le CPE en 2006, c'est pour demander les mêmes droits à l'emploi, à la protection sociale que les autres salariés. Et ce n'est certainement pas à coup d'emplois aidés que la jeunesse sortira de la précarité, bien au contraire.

Éducation

S'intéresser au sort de la jeunesse, c'est lui donner les moyens de réussir. La priorité à l'éducation affichée par le gouvernement est contredite par les fortes insuffisances du projet de « refondation de l'école », tant en terme d'emploi et de recrutement que de programmes et d'objectifs. Il faut une véritable rupture avec les politiques précédentes, une véritable ambition pour l'école.

Protection sociale

Là encore, pas de changement : allocations chômage au montant et à la durée toujours insuffisants, remboursements et privatisation rampante de la sécurité sociale, minima sociaux revalorisés à un taux inférieur à celui de l'inflation... **La Conférence nationale contre la pauvreté de début décembre visait à endiguer la pauvreté, elle a sans grande surprise accouché d'une souris** : la revalorisation du RSA à partir de septembre 2013 (8 euros mensuels de plus à cette date !) qui s'étalera sur 5 ans...

Fonction publique

L'État va réduire ses dépenses de 10 milliards d'euros en 2013. La situation s'est dégradée ces dernières années pour les personnels comme pour les usagers des services publics. **Or l'action des services publics est un puissant moyen pour lutter contre les inégalités et les injustices sociales et c'est bien à l'État qu'il incombe**

aujourd'hui de donner les capacités d'agir pour améliorer la qualité des services. Il est donc urgent d'obtenir un moratoire sur les suppressions de postes et de créer des emplois partout où cela est nécessaire ; de revaloriser les salaires ; de supprimer le jour de carence instauré par le gouvernement précédent ; d'améliorer le fonctionnement des services publics...

Immigration : une circulaire au rabais !

Le Ministère de l'Intérieur a publié le 28 novembre **une circulaire** dite de régularisation qui, si elle permet de régler quelques situations, **n'apporte aucune solution à une majorité d'étrangers privés du droit au séjour et installés depuis longtemps sur notre territoire.**

Sur la question rom, la politique gouvernementale est claire : l'évacuation des campements se poursuit, à Grenoble comme ailleurs. Les expulsions continuent. A Lille des sans papiers ont du faire une grève de la faim de 73 jours pour être pris en compte.

Sarkozy avait assis sa politique sur la division entre les catégories de travailleurs, et le gouvernement actuel continue dans le même sens. L'ex candidat Hollande semble avoir oublié que le monde du travail s'est largement exprimé en sa faveur, alors que le patronat a ouvertement soutenu Sarkozy. Et pourtant : ce sont bien les intérêts du MEDEF qui sont choyés, et les salariés, les plus modestes qui doivent se serrer la ceinture.

Les seuls cadeaux que le gouvernement fait pour l'instant, il les fait au patronat : ainsi la hausse de la TVA (en partie) pour financer le "crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi" de 20 milliards accordés sans contrepartie aux entreprises. Décevoir les aspirations sociales du plus grand nombre c'est ouvrir la porte au retour de la droite la plus extrême !!!

Que ce soit sous la gauche ou sous la droite, les organisations CGT, FSU, Solidaires, UNEF, UNL mobiliseront contre les politiques qui cherchent à faire payer la crise aux salariés.

Monsieur le président,
il est plus que temps de changer de cap !